



**FRANSABANK**  
*EL DJAZAÏR SPA*

# Revue presse

Du 01 au 31 Juillet 2017

Arrêté le : 31/07/2017

# El watan – 01/07/2017

## La Banque d'Algérie face au dilemme de l'inflation



**Le niveau global de la liquidité bancaire a connu, ces deux dernières années, une contraction drastique de près de 67%, suite à la chute des prix du pétrole qui dure depuis la mi-2014.**

La Banque d'Algérie (BA) doit désormais faire face au défi majeur de mener une nouvelle politique monétaire qui concilie à la fois les besoins de soutenir le financement de la croissance et sa mission première de stabiliser l'inflation. C'est en effet ce qu'a fait comprendre le gouverneur de la BA, Mohamed Loukal, lors d'une rencontre organisée avant-hier à Alger par la Société internationale d'économétrie et à laquelle ont pris part de nombreux experts internationaux, dont notamment le prix Nobel d'économie, Jean Tirole. Retraçant l'évolution des indicateurs macroéconomiques et monétaires de l'Algérie, Mohamed Loukal a ainsi indiqué que le niveau global de la liquidité bancaire a connu, ces deux dernières années, une contraction drastique de près de 67%, suite à la chute des prix du pétrole qui dure depuis la mi-2014.

Aussi, a-t-il rappelé, même si le secteur bancaire demeure, dans l'ensemble, encore bien capitalisé, rentable et résilient, la BA a déjà procédé à l'arrêt de son ancienne politique de reprise de liquidités, tout en réactivant les instruments monétaires de réescompte et d'Open-market qui permettent de refinancer les banques.

Dans le contexte actuel, insiste cependant le gouverneur de la Banque centrale, le défi majeur est de fixer un nouveau cap de politique monétaire qui permette à la fois de stabiliser les prix et la situation des finances publiques, tout en continuant à favoriser le financement de la croissance économique.

En clair, il s'agira désormais pour la BA d'œuvrer à maintenir un rythme acceptable pour les crédits à l'économie pour ne pas décourager la croissance, tout en veillant à ne pas alimenter davantage l'inflation, en desserrant l'étau sur l'expansion monétaire. Ainsi, alors que le niveau de liquidité bancaire est en forte baisse et que les banques sont pour ainsi dire mises sous pression de soutenir le financement de la croissance, la tentation de recourir à la planche à billets risque d'être de plus en plus grande, selon nombre d'observateurs.

Une option qui ne serait cependant pas encore à l'ordre du jour, se contentent d'assurer des responsables de la place bancaire, évoquant notamment en guise d'arguments la situation globalement soutenable du secteur bancaire et, surtout, les impératifs de ne pas trop laisser filer le rythme de l'inflation...

De fait, comme a si bien tenu à le rappeler Mohamed Loukal, la maîtrise de la politique monétaire et la stabilisation des prix figurent parmi les missions principales de la Banque centrale. Après avoir été contenu durant plusieurs années à des niveaux moyens ne dépassant pas les 3,5%, le rythme de l'inflation, faut-il enfin relever, a atteint plus de 8% en janvier dernier.

Dans sa dernière évaluation, publiée la semaine passée, l'Office national des statistiques (ONS) situe l'évolution du taux d'inflation moyen annuel à 6,9% pour les cinq premiers mois de 2017. Un indicateur qui ne facilite guère la mise en adéquation des nouvelles exigences de soutien à la croissance et la nécessité de maintenir une politique monétaire qui soit à la fois saine et rigoureuse.

# APS- 18/07/2017

## CACOBATPH: lancement d'un service de paiement en ligne des cotisations

Un service de paiement en ligne a été lancé dimanche par la Caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (CACOBATPH), au profit de ses usagers détenteurs de Cartes interbancaires (CIB), leur permettant, notamment, la possibilité de s'acquitter de leurs cotisations à distance, a-t-on appris auprès de cette Caisse.

"Ce nouveau service électronique, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'administration numérique, vise à la simplification et la facilitation des procédures administratives et offre, en outre, aux usagers de la caisse, la possibilité de s'acquitter des cotisations à distance en évitant de se déplacer", a-t-on indiqué de même source.

Selon la caisse, le règlement des cotisations en ligne s'effectue à partir du portail de télé-déclaration: [www.tasrihatcom.dz](http://www.tasrihatcom.dz) disponible 24h/24 et 7j/7 et accessible via tablettes et smartphones.

Depuis sa mise en place en 2013, le portail de télé-déclaration "a connu un succès, car le taux de déclarations annuelles effectuées par les employeurs usagers de la caisse, à travers ce portail a atteint les 95%", a-t-on noté de même source.

# APS – 18/07/2017

## La Banque mondiale a financé pour 59 milliards de dollars de projets en 2017

La Banque mondiale (BM) a engagé en 2017 près de 59 milliards de dollars en prêts, dons, investissements et garanties pour soutenir les pays en développement, un peu moins qu'en 2016, selon un bilan provisoire de son exercice fiscal clos en juin.

C'est environ deux milliards de dollars de moins qu'en 2016 où le total des engagements avait grimpé à 61,2 milliards de dollars.

"Cette année, nous avons dû gérer activement les prêts de la Banque mondiale, mais la direction de l'institution est en train de discuter de nouvelles approches pour s'assurer des moyens suffisants à travers le groupe afin de mieux aider les pays à atteindre leurs objectifs de développement", a affirmé le président de la Banque Jim Yong Kim dans un communiqué.

Il a souligné à nouveau l'urgence de la mission de la Banque qui a fait face cette année aux défis de nombreux réfugiés et déplacés, de nouvelles famines et des conséquences du changement climatique.

Le groupe Banque mondiale se divise en plusieurs branches. La principale institution, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) a engagé pour 22,6 milliards de dollars dans des projets de développement en 2017, une nette baisse par rapport aux 29,7 milliards investis l'année dernière.

"Cela reflète la grande attention qui a été portée à la solidité des ratios de capitaux (de l'institution) et à une gestion financière prudente", a expliqué la Banque.

A l'inverse, les financements apportés par l'agence IDA (AID) qui fournit des prêts à taux zéro pour les 77 pays les plus pauvres, ont atteint 19,5 milliards de dollars contre 16,2 milliards l'année dernière. Ces apports ont été gonflés notamment par les aides fournies à la Jordanie et au Liban pour soutenir les réfugiés et déplacés par le conflit syrien.

La branche privée de l'aide au développement, représentée par l'IFC (SFI), a mobilisé 11,9 milliards de dollars en financements propres auxquels s'ajoutent 6,8 milliards d'apports de capitaux privés.

Enfin, l'agence MIGA, qui assure les projets d'investissements contre les risques politiques, a émis pour 4,8 milliards de dollars de garanties, un record. Ces garanties ont soutenu 33 projets qui ont drainé pour 15,9 milliards d'investissements privés étrangers dans des pays en développement.

Pour financer cet ensemble de projets, le groupe Banque mondiale a émis pour 56 milliards de dollars de bons en 2017 sur les marchés des capitaux internationaux, contre 64 milliards en 2016.

Cela comprend l'émission pour la première fois d'un bon libellé en Droits de tirage spéciaux (DTS, la monnaie du FMI qui inclut désormais le renminbi chinois). Cette obligation réservée au marché chinois a été baptisée "Mulan", du nom d'une légendaire guerrière chinoise.